

*Islam KARIMOV*

**LA CRISE FINANCIÈRE  
ET ÉCONOMIQUE MONDIALE,  
LES VOIES ET LES MESURES  
DE SA PRÉVENTION DANS LE CONTEXTE  
DE L'OUZBÉKISTAN**

**Tachkent - 2009**

*La crise financière et économique mondiale, qui a éclaté en 2008 et s'est globalement répercutée, selon l'évaluation de beaucoup d'experts et de spécialistes internationaux, pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses sur les conséquences et les pronostics de son développement.*

*Dans le cadre de ces circonstances d'actualité, nous publions ce travail de réflexion, « La crise financière et économique mondiale, les voies et les mesures de sa prévention dans le contexte de l'Ouzbékistan », qui se compose de deux parties :*

*- **Premièrement** : l'influence de la crise financière mondiale sur l'économie de l'Ouzbékistan et les facteurs de prévention et d'atténuation de ses conséquences.*

*- **Deuxièmement** : le soutien du système bancaire, la modernisation, la rénovation technique et la diversification de la production, l'introduction étendue des technologies d'innovation - la voie sûre de l'élimination de la crise et l'ouverture de l'Ouzbékistan aux nouveaux horizons du marché mondial.*

## **I. L'influence de la crise financière mondiale sur l'économie de l'Ouzbékistan et les facteurs de prévention et d'atténuation de ses conséquences**

Le problème le plus préoccupant de l'actualité concerne la crise financière mondiale, éclatée en 2008, son influence et ses conséquences négatives mais aussi les recherches d'une issue de cette situation.

En bref, un état de la crise financière mondiale.

En prenant source sur l'échec et l'insolvabilité de l'octroi de crédits hypothécaires aux États-Unis, la crise s'est globalement répercutée sur les liquidités des banques et les structures financières importantes, sur la baisse catastrophique de l'index et des valeurs du marché des grandes compagnies cotées dans les Bourses mondiales. Tout cela a entraîné une sérieuse diminution de la production, une baisse du rythme de croissance de l'économie dans beaucoup de pays, avec toutes les conséquences qui en découlent.

Beaucoup d'instituts et centres d'expertises, en analysant et synthétisant les éléments sur l'état et les conséquences possibles de la crise financière globale tirent les conclusions suivantes...

**Premièrement** : se confirment les tendances globales des processus de crise touchant le système financier et bancaire, l'arrivée inévitable de la récession et de la baisse économique, la réduction de l'activité d'investissement, la diminution de la demande et la réduction du volume d'affaires international, ainsi que les pertes d'acquis sociaux sérieux pouvant toucher beaucoup de pays du monde.

**Deuxièmement** : la crise financière globale a montré les lacunes sérieuses et la nécessité d'une réforme de fond du système financier et bancaire mondial actuel. Elle a confirmé

l'absence et la nécessité d'un contrôle de l'activité des banques qui en principe ont plutôt servi leurs intérêts corporatifs en se concentrant sur les opérations spéculatives des marchés du crédit et des titres.

**Troisièmement :** l'échelle, la profondeur et les conséquences de la crise financière et économique dans chaque État, dépendront, tout d'abord, de la solidité du système financier, de la capitalisation et des liquidités des instituts nationaux de crédit, de leur dépendance auprès des structures bancaires étrangères et corporatives, ainsi que du volume des réserves en or et devises, de la capacité de remboursement des crédits étrangers ; en fin de compte, du niveau de stabilité, de diversification et de compétitivité des économies de chaque pays.

**Quatrièmement :** la sortie rapide de la crise financière mondiale et l'atténuation de ses conséquences dépendent de l'efficacité et de la coordination des mesures adoptées dans le cadre de certains états et de la communauté mondiale en général.

Le Sommet du G20 qui s'est tenu en novembre 2008 à Washington et qui a réuni environ 85 % du produit mondial, a confirmé l'échelle croissante de la crise financière globale.

Les discussions du Sommet ont démontré, qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus de prévention, mais seulement de la recherche de voies de sortie de la crise financière mondiale, ce qui veut dire que la limite de non-retour aux positions précédentes est pratiquement franchie.

Les discussions ont également démontré que les participants du Sommet n'avaient pas les approches uniques sur l'analyse des raisons de l'éclatement de la crise, et de fait, il est encore tôt de parler de l'élaboration d'un programme commun efficace afin de neutraliser les conséquences sérieuses de la crise financière globale.

En même temps, le fait qu'un tel Sommet ait pu se tenir et que furent abordés les problèmes et la situation dus à cette crise financière mondiale, est un signal porteur d'espoir.

Je crois qu'aujourd'hui, il n'y a pas de nécessité à démontrer le fait que le niveau et la profondeur de sensibilisation de chaque pays, par rapport à l'influence de la crise financière mondiale, dépendent tout d'abord de la stabilité et de la solidité des systèmes financiers, économiques et bancaires et du bon fonctionnement des mécanismes de protection.

Le modèle de réforme et de modernisation propre, adopté en Ouzbékistan, ayant pour objectif de défendre les intérêts nationaux dans des perspectives à long terme, sous-entendait, à l'origine, le refus des méthodes qui nous étaient imposées avec instance sur une thérapie de choc, des idées naïves et trompeuses sur l'autorégulation de l'économie de marché.

**Nous avons choisi une approche évolutive dans le processus de passage d'un système administratif-centralisé vers un système de gestion du marché et la voie de réformes consécutives et progressives en agissant sur le principe « Ne détruit pas ta maison avant d'avoir achevé la construction de la nouvelle ».**

Point particulièrement important : **afin de ne pas subir les effets de cet élément et du chaos, nous avons clairement défini que durant la période de transition, l'État doit prendre les responsabilités de réformateur principal.**

Là où les réformes étaient dictées par les intérêts à long terme du pays et la nécessité de trouver les solutions et la sortie de situations extrêmes, nous avons appliqué les méthodes de régulation d'État ce qui, au bout du compte, s'est avéré juste.

En Ouzbékistan, nous avons créé une réserve suffisamment solide et une base nécessaire de ressources afin d'assurer l'activité ferme et pérenne de notre système financier, économique,

budgétaire, bancaire et de crédits; de même pour les entreprises et les branches de l'économie de fond.

Je cite quelques exemples :

Ce n'est pas un secret qu'une des composantes importantes de la crise financière mondiale est l'aggravation du problème de liquidités des banques, la crise du marché des crédits, en bref un manque de ressources d'argent courant.

Le total des actifs des banques commerciales d'Ouzbékistan, composé aujourd'hui des réserves accumulées en conformité avec la Loi « Sur la garantie de protection du dépôt des citoyens dans les banques », dépasse 13 trillions 360 milliards de soum soient environ 2,4 fois le volume des consignations de la population et des agents économiques.

Tenant compte aujourd'hui des volumes augmentés des actifs des banques de la république, la garantie d'État sur toutes les consignations et dépôts des banques est assurée à 100 %.

Je voudrais faire un compte rendu détaillé sur le travail de *Mikrocredibank*, créée en 2006 afin de soutenir le financement des petites entreprises et les initiatives individuelles. La banque a aujourd'hui 78 filiales et plus de 270 mini-banques à travers tout le territoire de la république.

Ces deux dernières années, son total d'actifs a augmenté de 3,5 fois et le volume d'octroi de crédits aux micros et petites entreprises privées a été multiplié par 4. Plus de 150 milliards de soum ont été affectés à ce projet.

Par Décret présidentiel, fut adoptée la décision d'augmenter le fond statutaire de *Mikrocredibank* de 72 milliards de soum et de le mener jusqu'à 150 milliards de soum.

Le point suivant que je souhaite aborder concerne la dette extérieure et le problème de son remboursement.

Il faut bien dire qu'une politique irréfléchie de beaucoup d'États vers l'emprunt extérieur a placé l'économie de ces pays

dans une situation vulnérable très dépendante des facteurs et des menaces extérieures.

L'Ouzbékistan, durant la période de son développement indépendant, a adopté le principe de refus des crédits spéculatifs à court terme et a attiré les investissements étrangers à long terme sur la base de taux avantageux.

Je voudrais noter également que cette politique a été suivie par notre refus de propositions sur l'octroi de crédits portés à certains projets où il n'y avait pas de certitude ferme et de garanties sur leur viabilité.

L'état et le volume de remboursement de nos banques commerciales sur les engagements extérieurs ne nous provoquent aucune inquiétude. Cela se confirme par le fait que notre système bancaire n'est pas exposé à l'influence des processus négatifs causés par la crise financière mondiale.

L'Ouzbékistan, qui se recommande comme un partenaire sûr et solvable, a su créer des conditions sans précédents pour attirer le capital étranger.

Le fait que ces dernières deux années, le volume des investissements étrangers ait augmenté de 2,5 fois en est la preuve.

Le volume total des investissements étrangers et nationaux en 2009 dans l'économie du pays représente au moins de 25 % du PIB.

Mais il est vrai que tous ces faits ne démentent pas que **la crise financière, qui continue de s'étendre dans des proportions alarmantes, n'influe pas sur notre pays et que nous en serions épargnés. Ce serait très naïf de le penser, et je dirais même une erreur impardonnable de le croire.**

Chacun de nous doit prendre conscience que l'Ouzbékistan fait aujourd'hui partie prenante de l'espace mondiale et du marché financier et économique global.

Nos relations croissantes avec le monde extérieur, la réalisation, avec l'aide des grands pays développés, des programmes de développement, de modernisation et de rénovation des branches de notre économie, l'intégration de l'Ouzbékistan dans la sphère du commerce mondial, la croissance des importations et de la productivité des marchés intérieurs et extérieurs en témoignent.

Mais il est certain que la crise financière globale, et tout d'abord ses conséquences, se fait ressentir sur le développement et l'efficacité de notre économie.

En raison de la baisse de demandes sur le marché mondial, les prix des matières exportées par l'Ouzbékistan, comme les métaux non ferreux et précieux, le coton, la production pétrolière, les engrais minéraux etc. baissent. Par enchaînement, ceci mène à la réduction de la recette des agents économiques et des investisseurs et se reflète sur leur revenu et la rentabilité de la production; et au bout du compte, sur le rythme de la croissance et sur nos indices macroéconomiques.

Nous avons toutes les conditions nécessaires pour neutraliser l'influence de la crise financière mondiale et prévenir ses conséquences dans notre pays. Durant la période passée, un fondement suffisamment solide du potentiel économique et financier du pays a été mis en place, des mécanismes fiables de gestion des infrastructures financières et bancaires ont été créés.

Il n'y a pas longtemps, un Décret du Président de la République d'Ouzbékistan a été adopté. Il prévoit une aide complémentaire aux structures bancaires et financières, le soutien de l'activité économique des entreprises et des compagnies du secteur actif, l'augmentation de la productivité et des exportations, l'affectation, dans ce but, de mesures fiscales supplémentaires et préférentielles, ainsi que la réalisation d'autres grandes mesure et projets. Ce Décret est aujourd'hui, en cours d'application.

Je saisis cette occasion pour souligner que la neutralisation des conséquences de la crise financière mondiale élargie dépend de chacun et avant tout d'une prise de conscience de la difficulté du problème qui se pose à nous. En tenant compte de ce fait, il faut assurer la mobilisation maximale de nos forces et de nos ressources.

**II. Le soutien du système bancaire, la modernisation,  
la rénovation technique et la diversification de la production,  
l'introduction étendue des technologies d'innovation  
- la voie sûre de l'élimination de la crise et l'ouverture de  
l'Ouzbékistan aux nouveaux horizons du marché mondial**

Je pense, qu'il n'est pas nécessaire de parler du fait que, tenant compte de l'intégration croissante de notre économie aux liens économiques et financiers mondiaux, la crise, et tout d'abord ses conséquences, a influé et continue d'influer de manière négative sur l'Ouzbékistan.

Je veux noter, une fois de plus, que cette influence se répercute sur les résultats de l'activité des branches principales de notre économie orientées sur l'exportation et les productions liées; ceci en raison de la réduction brutale de la demande et de la baisse des prix sur le marché mondial touchant l'essentiel de nos produits. Par effet d'enchaînement, cela se répercute négativement sur l'équilibre et l'efficacité de notre économie en général, et pose beaucoup de problèmes quant à la réalisation des projets prévus et l'acquisition des objectifs définis.

Cependant, malgré l'apparition de ces problèmes et les difficultés, le pays a réussi à obtenir en 2008, non seulement un équilibre stable de son économie mais également le maintien de sa croissance.

En 2008, le PIB a affiché une augmentation et un résultat de 109 %, la croissance industrielle de 112,7 %, la production des produits de consommation de 117,7 % et le secteur du service de 21,3 %.

Par la stabilité de notre croissance, se sont développées d'autres branches de l'économie : la construction a augmenté de 8,3 %, le secteur du transport de 10,2 %, le commerce de 7,2 %. Dans le secteur de l'agriculture, les rythmes de croissance se traduisent par un résultat de 104,5 %. Nous avons récolté 3.41 millions

de tonnes de coton et 6,33 millions de tonnes de grain dont 6,145 millions de tonnes de blé.

Le budget initial d'État a été dépassé et, au lieu du déficit prévu, dégage un bénéfice de 1,5 % du PIB.

Grâce à la mise en œuvre conséquente de la politique monétaire et de crédit modérément strict, nous avons réussi à retenir l'inflation dans la limite de l'indice prévu de 7,8 % par an.

En 2008, le salaire moyen dans les organisations budgétaires a augmenté de plus de 1,5 fois – de 1,4 fois dans l'économie dans un ensemble. Finalement le salaire moyen se situe au-delà des 300 USD. Les revenus réels de la population par habitant ont augmenté de 23 %.

En 2009, nous prévoyons l'augmentation du salaire moyen dans les organisations budgétaires, ainsi qu'auprès des agents économiques de l'ordre de 1,4 fois. L'indice de hausse de l'inflation est programmé pour le niveau de 7-9 %.

Malgré l'aggravation de la conjoncture des marchés extérieurs, le volume des échanges a augmenté, en 2008, de 21,4 % et notamment l'exportation des biens et des services (+ 28,7 %). Finalement, la balance du commerce extérieur affiche une augmentation significative des volumes de solde positif ce qui est un indice important de la solvabilité et de la stabilité de notre économie.

Il y a des changements profonds et positifs de la structure du commerce extérieur de notre pays. Si l'on se réfère aux quatre dernières années, on observe nettement la croissance régulière du volume de la production finie compétitive et la réduction du volume spécifique de fourniture des matières premières. La part des marchandises manufacturées dans le volume total des exportations représente 71 % en 2008. La part de l'exportation du coton fibre traditionnel pour l'Ouzbékistan, qui avait baissé de 20 % en 2003, affiche une baisse de 12 % en 2008.

La géographie du commerce extérieur varie qualitativement grâce, avant tout, à l'augmentation des échanges commerciaux avec le marché asiatique grandissant.

Tous ces paramètres, en premier lieu la croissance régulière de la part d'exportation des produits finis compétitifs à haute valeur ajoutée, témoignent, non seulement des possibilités et du potentiel grandissant de l'économie de l'Ouzbékistan, mais servent aussi d'indices à la tendance importante d'une baisse de la dépendance de notre exportation face à l'influence de la fluctuation des prix mondiaux sur les matières premières.

Ceci est très important, dans les conditions actuelles de la crise économique mondiale, car la fluctuation des prix des matières premières exportables et la dépendance excessive des risques et des caprices du marché mondial se transforment en risques sérieux d'une baisse des recettes estimées, de l'aggravation de la stabilité financière et de la déstabilisation de l'économie de certains pays.

On peut aujourd'hui affirmer, avec une totale certitude, que les acquis que nous avons obtenus ces dernières années dans ce domaine sont tout d'abord le résultat d'un travail de fond profondément réfléchi et calculé de façon juste pour ces perspectives. Ce travail avait pour vocation de changer radicalement la structure et de diversifier notre économie, de créer à très court terme des branches économiques tout à fait nouvelles pour nous devant jouer un rôle de locomotive pour tous les secteurs et de réaliser le programme de modernisation de notre économie, de rééquipement technologique pour la production et la construction d'infrastructures adaptées au marché moderne.

La mise en place dans la République d'un climat favorable aux investissements a servi de facteur principal à l'accélération des transformations structurelles. En 2008, 6,4 milliards de dollars US ont été investis pour le développement de l'économie

du pays. Il en résulte une croissance de 28,3 % par rapport à 2007. Le volume total des investissements a représenté 23 % du PIB.

De plus, près de 50 % des investissements réalisés ont été attribués à la modernisation et au rééquipement technique de la production.

Ces dernières années, la hausse consécutive et régulière du volume des investissements étrangers dans l'économie ouzbèke doit attirer l'attention. En 2008, les investissements étrangers ont représenté environ 1,7 milliard de dollars US, soit une croissance de 46 % par rapport à 2007. Et, fait très important, 74 % des investissements étrangers sont des investissements directs. Malgré la persistance prévisible en 2009 de la crise mondiale, le volume des investissements étrangers dans notre économie devrait passer à 1,8 milliard de dollars, dont plus des trois quarts en investissements directs.

Il est significatif que presque 54 % de tous les investissements réalisés touchent directement les entreprises et la population ce qui prouve, une fois de plus, la justesse de la politique fiscale mise en œuvre dans le pays, visant la diminution du poids fiscal et la stimulation de l'investissement des agents économiques.

Une grande importance est donnée à la réalisation des projets, ce qui joue un rôle stratégique dans la transformation structurelle et la modernisation de l'économie, tout d'abord, à la création de l'infrastructure de production grâce à la *Fondation du Développement et de la Reconstruction*, créée en 2006, avec un capital statuaire de plus de 3,2 milliards de dollars US. Les perspectives à court terme prévoient de mener ses actifs à 5 milliards de dollars. Ces deux dernières années, l'octroi de crédits alloués par la Fondation pour le financement et le cofinancement de dizaines de grands objets d'industries et d'infrastructures a représenté plus de 550 milliards de dollars US.

Au total, dans la république, grâce à la réalisation du programme d'investissement, 423 cellules de production ont été mises en exploitation avec l'introduction de fonds principaux d'environ 250 milliards de soum : 145 de ces cellules concernent l'industrie alimentaire, 118 concernent l'industrie des matériaux de construction, 58 concernent l'industrie légère et textile, 13 concernent l'industrie chimique et pétrochimique et 8 la sphère pharmaceutique.

Parmi les grands projets mis en exploitation, ou actuellement en cours de construction, il faut noter l'achèvement de la ligne à haute tension de la centrale énergétique de Novo-Angren (*Ouzbékistan*) dont l'étendue représente 165 km et qui permet d'assurer la fourniture d'électricité à la vallée de Fergana, la réalisation des projets de lignes à haute tension des centrales énergétiques de Sirdarya (*Sogdiana*), de Gouzar (*Surkhan*) et de quelques lignes concernant la fourniture électrique de la ville de Tachkent. 2 600 km de réseaux de conduite d'eau et plus de 825 km de conduites de gaz ont également été mis en exploitation.

Une importance prioritaire a été portée à la construction et à la mise en exploitation des cellules de la sphère sociale, notamment dans le domaine de l'enseignement où ont été restaurés et bâtis : 169 collèges professionnels pouvant accueillir 113 200 élèves, 23 lycées académiques pour une capacité de 14 700 écoliers. 69 écoles ont été nouvellement construites et 582 écoles ont été entièrement reconstruites. L'accent a également été mis sur 184 centres sportifs pour enfants, 26 postes de secours dans les zones rurales et sur 7 240 m<sup>2</sup> d'habitations rénovées.

En 2008, tenant compte de l'importance majeure d'optimiser et développer l'efficacité de la production agricole, un grand travail a été réalisé sur l'optimisation des mesures concernant les lots de terrain affectés aux fermiers.

Les petites exploitations agricoles (fermiers), créées à l'origine sur la base des *chirkats* de basse rentabilité et sans perspectives de développement qui ont été supprimées, sont devenues, aujourd'hui, avec juste raison, un maillon important de la production agricole.

La pratique a démontré l'atout des petites exploitations en tant que forme efficace de l'organisation de la production agricole. Un système sûr, appuyé par le mécanisme de financement et l'apport technique et matériel des fermiers, répondant totalement aux principes du marché, a été créé et fonctionne avec succès.

Des moyens et des crédits significatifs sont annuellement octroyés pour soutenir les fermiers. En 2008, pour le préfinancement de la production des espèces agricoles importantes, a été alloué près d'un trillion de soums: 800 milliards pour la production du coton et 200 milliards pour celle du grain. En 2009, le budget prévu pour la production agricole est de 1,2 trillion de soums.

Pour l'octroi de matériel agricole en leasing, plus de 43 milliards de soums ont été spécialement alloués par la Fondation créée dans ce but. Pour 2009, le budget prévoit plus de 58 milliards de soums.

En 2008, la part des petites exploitations agricoles dans la production de coton a représenté 99,10 % et 79,20 % dans la production des grains.

En même temps, l'expérience de la période passée exige instamment la solution de plusieurs problèmes importants pour le développement, notamment les questions du renforcement de la stabilité de production et, surtout, l'efficacité des fermiers.

Comme le montrent les résultats de l'activité de la plupart des entreprises agricoles, la petite taille des terrains alloués au départ aux fermiers est un facteur d'obstacle à la hausse de rentabilité de la production.

Les économies de faible puissance ne sont pas en mesure d'obtenir les techniques nécessaires, les moyens circulants ni la solvabilité alors qu'il est très important que les fermiers puissent couvrir leurs frais et assurer la rentabilité de leurs exploitations pour augmenter leurs revenus.

Tenant compte de ces faits, sur la base d'un inventaire méticuleux des mesures des parcelles de terre et de l'estimation critique de l'activité des fermiers, nous avons effectué un grand travail d'optimisation des mesures de leurs parcelles de terrain en tenant compte de leurs spécificités de production, et de la répartition de la densité de la population dans les districts du pays.

Aux résultats de ce travail, la taille des parcelles de terrain a été augmentée, en moyenne de plus de 2,5 fois passant, pour la culture du coton et des grains de 37 à 93,7 hectares; pour les cultures maraîchères de 10 à 24,7 hectares et pour l'élevage de 154 à 164,5 hectares.

En 2008, le secteur des petites entreprises et du petit commerce a connu un développement stable.

Des mesures ont été adoptées pour la réduction à venir du poids fiscal des agents économiques, la diminution du taux d'imposition unique des micros et petites entreprises qui passera de 10-8 % à 7 % en 2009. De même, la diminution du taux d'impôt sur les revenus des personnes physiques, désormais calculé sur de nouvelles bases, a créé un fort stimulant pour le développement du partenariat des petites et moyennes entreprises.

Au final, durant les six dernières années, le nombre des micros et petites entreprises a presque doublé et représente aujourd'hui près de 400 000 structures.

En 2008, le volume de production industrielle généré par les petites entreprises a augmenté de 22 %, ce qui est supérieur à l'indice du secteur économique en général. Sa part dans le PIB est passée de 45,50 % en 2007 à 48,20 % en 2008. Ce secteur

occupe aujourd'hui 76 % de la population totale active.

Des changements sérieux et qualitatifs se produisent dans la résolution des problèmes de l'emploi de la population. La solution à cette question importante pour nous, outre le développement accéléré des petites entreprises et du partenariat privé, passe par un développement du secteur des services, par l'application large des différentes formes de travail à domicile et par la stimulation du développement de l'élevage dans les zones rurales.

En 2008, environ 661 000 nouveaux emplois ont été créés, dont plus de 374 000 dans le secteur des petites entreprises, 222 000 dans le secteur des services et 97 800 dans le travail à domicile.

Le développement et l'élargissement du secteur des services jouent un rôle important pour l'augmentation du nombre des emplois. Les services, dans les secteurs de la communication, de l'informatique, de la finance, de la banque, des transports, de la réparation automobile et du personnel de maison se sont développés avec un rythme accéléré. Il faut particulièrement souligner le développement dynamique des services du secteur de l'informatique et de la communication qui connaissent, depuis quatre ans, une hausse annuelle de 50 %. Au final, la part du secteur des services dans le PIB est passée de 42,50 % en 2007 à 45,30 % en 2008.

Je veux attirer l'attention, une fois de plus, sur l'importance exceptionnelle, prôlée en Ouzbékistan, au développement du travail à domicile qui se réalise sur une base de coopération avec les entreprises de production. Nous avons, dans ce but, créé un système efficace et stimulant, aussi bien pour les entreprises employeuses que pour la population s'adonnant au travail à domicile.

Au stade actuel, cette forme de solution au problème de l'emploi et à l'acquisition de ressources complémentaires au budget familial est socialement d'une grande importance pour attirer

les citoyens vers une activité de production créative. Elle touche en premier lieu les gens de catégories vulnérables comme les femmes (notamment celles des familles nombreuses), les handicapés ou d'autres personnes aux capacités de travail limitées.

En 2008, les travailleurs à domicile ont généré un volume d'affaires de 34 milliards de soums. Grâce aux avantages attribués aux entreprises, créatrices de l'offre d'emploi, le travail à domicile leur a permis d'économiser plus de 1 milliard de soums.

Une autre direction importante pour l'emploi de la population, notamment dans les zones rurales, concerne l'augmentation et la participation des membres de la famille à l'élevage bovin. Il faut noter que dans cette direction nous avons obtenu des résultats positifs.

Nous avons instauré dans la République un système efficace de vente aux enchères du bétail pour la population et les fermiers, de l'octroi de crédits pour des projets précis, d'élargissement et d'augmentation de la qualité des services vétérinaires, de l'approvisionnement en fourrage. Ainsi, dans le cadre de la mise en place du programme du développement de l'élevage, nous avons organisé en 2008 la vente aux enchères 20 300 bovins. Nous prévoyons pour 2009 la vente de 24 600 têtes de bétails. 48,2 milliards de soums de crédits avantageux ont été octroyés pour l'achat des bovins contre 42,5 milliards de soums en 2007.

Nous prêtons une attention particulière au soutien des familles aux ressources modestes en leur offrant en nature des têtes de bétail. Depuis de 2006, l'État a ainsi offert plus de 103 000 bovins.

C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009, le nombre de citoyens enregistrés en tant qu'employés d'élevage de bovins dans les ménages représente plus de 1,1 million de personnes. 54 mille nouveaux livrets de travail ont été décernés et 111 mille citoyens ont validé leur livret par un stage d'apprentissage.

Je voudrais également m'attarder sur les questions du développement de notre système financier et bancaire, son amélioration qualitative et son renforcement qui, en ces temps de crise économique mondiale, revêt une importance toute particulière.

L'an passé, des mesures importantes ont été adoptées portant sur l'augmentation du niveau de capitalisation des grandes banques telles que *Uzpromstroybank*, *Asaka-bank*, *Pakhta-bank*, *Galla-bank* etc. Le Décret du Président de la République d'Ouzbékistan portant sur l'augmentation du fond institutaire de *Mikrokredibank*, principal centre de crédit pour le financement des petites entreprises et entreprises individuelles a été adopté.

Ainsi, en recourant aux ressources complémentaires, le capital commun des banques de la République a augmenté de 40 % par rapport à 2007. D'ici 2010, il sera doublé.

De fait, les actifs des banques dépassent de plus de deux fois le volume de capitalisation des comptes de la population et des personnes juridiques, assurant ainsi la protection solide des actifs et la garantie totale du service bancaire. Comme vous le savez, les dépôts et consignations des citoyens dans les banques sont garantis par Décret du Président de la République d'Ouzbékistan, sans limites de quantité.

Aujourd'hui, le niveau de capital du système bancaire de la République a atteint un seuil satisfaisant puisqu'il dépasse de presque trois fois les standards internationaux établis, définis par la réclamation du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Actuellement, les liquidités courantes communes de notre système bancaire représentent plus de 155 milliards de dollars ce qui équivaut à dix fois le volume des prochains remboursements d'emprunts extérieurs privés. Cela nous permet d'affirmer que nous n'avons pas de problèmes de liquidités.

La progression constante et qualitative du système bancaire d'Ouzbékistan lui a valu la cote « stable » émise par l'agence

de notation mondiale *Moundis* sur trois critères : stabilité du système bancaire et financier ; consignations à long terme en devise nationale ; consignations à long terme en devises étrangères. Comme le précise le compte rendu de l'agence : « L'estimation positive du système bancaire reflète la fiabilité du contrôle bancaire, le renforcement potentiel du système bancaire, les changements structuraux dans le système financier et la croissance de l'économie nationale ».

En parallèle, *Moundis* a décerné une note positive de solvabilité à deux de nos banques : la *Banque Nationale pour l'Activité Économique Extérieure* et *Galla-bank*. Une autre agence d'études internationale, *Fitch*, a également attribué la cote « stable » aux banques de la République suivantes : *Pakhta-bank*, *Hamkorbank*, *Uzpromstroybank* et *Asaka-bank*.

J'attire votre attention sur le fait que la dette extérieure totale de l'Ouzbékistan au 1<sup>er</sup> janvier 2009 représente 13,3 % du PIB et se caractérise selon la classification internationale comme « moins que modérée ».

Aujourd'hui, il est facile de comprendre combien il est important, dans les conditions actuelles, de prendre en compte pleinement l'influence et les conséquences de la crise économique mondiale lorsque nous définissons les objectifs prioritaires de notre programme économique pour 2009. Les experts mondiaux les plus compétents pronostiquent la persistance de la crise et une possible poursuite de ses effets en 2010.

Tenant compte de ce fait, cela va de soi que **notre priorité importante, dans le développement socio-économique de l'Ouzbékistan en 2009, reste la réalisation du Programme Anticrise, adopté pour les années 2009-2012.**

Nous avons aujourd'hui toutes les raisons de déclarer que notre modèle de passage à la libre économie de marché, socialement orientée, basée sur les cinq principes connus, justifie

son fondement et sa justesse dans les progrès obtenus ces dernières années.

En premier lieu, des principes comme la désidéologisation, le pragmatisme de la politique économique, la priorité de l'économie sur la politique, l'imposition à l'État du rôle de réformateur principal, l'assurance de la prééminence de la loi, la mise en œuvre d'une politique sociale forte, la réalisation des réformes, étape par étape et graduellement, notamment dans les conditions extrêmes de la crise financière et économique qui a éclaté, prouvent leur actualité et leur vitalité.

La politique réalisée aujourd'hui, mûrement réfléchie sous tous ses aspects, sur la transformation, la libéralisation et la modernisation, en premier lieu de notre économie et de la diversification de ses structures, a créé un rempart suffisamment fort – on peut dire un tampon solide et sûr – qui nous protège face à l'influence négative des crises et autres menaces.

Permettez-moi de souligner une fois de plus que l'Ouzbékistan, en tant qu'acteur de l'espace économique global, subit déjà et subira encore dans l'avenir les conséquences négatives et rudes de la crise mondiale. C'est pourquoi, durant le second semestre 2008, nous avons élaboré un Programme de mesures anticrise tenant compte des réalités de notre économie et de son état actuel.

Actuellement, les mesures du Programme Anticrise sur la prévention et la neutralisation des conséquences de la crise économique mondiale, suite à leur approbation et adoption, sont aux mains des exécutants actifs de toutes les sphères de la société sur l'ensemble du territoire de la République.

En bref, le Programme Anticrise est en cours de réalisation et le bilan du mois de janvier 2009 annonce des résultats modestes mais suffisamment encourageants.

Je souhaiterais m'attarder sur les parties concrètes – l'ensemble de mesures du Programme Anticrise – visant la réussite des objectifs clés suivants...

**Premièrement**, la réalisation accélérée du programme de modernisation, de rééquipement technique et technologique de nos entreprises, son application large aux domaines des technologies modernes souples. Cela concerne tout d'abord les secteurs de base de notre économie, les productions orientées à l'export et au marché national.

Nous avons pour objectif d'accélérer la réalisation des programmes de modernisation du secteur industriel, le rééquipement technique et technologique des outils de production et le passage aux standards internationaux de qualité, afin de nous positionner solidement sur les marchés extérieurs et intérieurs.

**Deuxièmement**, la mise en œuvre des mesures concrètes de soutien aux entreprises exportatrices qui doivent assurer leur compétitivité sur les marchés extérieurs – dans les conditions d'aggravation brutale de la conjoncture actuelle – et la création de stimulants complémentaires pour l'export, notamment...

- l'octroi aux entreprises de crédits de trésorerie complémentaire avantageux pour une durée de 12 mois avec un taux limité à 70 % du taux de refinancement de la Banque centrale.

- la prolongation jusqu'en 2012 du dégrèvement de tous les types d'impôts et taxes, excepté la TVA des entreprises avec capitaux étrangers, spécialisées dans la production de produits finis.

- la restructuration des dettes de crédits bancaires arriérés et courants et leur positionnement au budget en pertes et profits ou amendes ; l'octroi d'autres avantages et préférences importants.

**Troisièmement**, l'augmentation de la compétitivité des entreprises à travers la mise en œuvre d'une politique économique ferme, l'incitation à la baisse des frais de production et du prix de revient des produits. En 2008, nous avons approuvé les

mesures des agents économiques visant à baisser sur l'année courante les coûts de production d'au moins 20 % dans les secteurs majeurs de notre économie.

Nous avons prévu, dans ce sens, l'élaboration d'un processus efficace de stimulation des cadres et des dirigeants d'entreprises pour que puissent être appliqués les objectifs de baisse des coûts de production.

Par ailleurs, dans le Programme Anticrise, a été élaboré un mécanisme de restriction visant un plafonnement à 6-8 % de l'augmentation des prix des matières énergétiques et des services urbains sans nuire à leur rentabilité en 2009.

**Quatrièmement**, la mise en œuvre de mesures visant à la modernisation électroénergétique, à la réduction des consommations spécifiques d'énergie et à l'introduction d'un système efficace d'économies d'énergie. Une meilleure compétitivité de notre économie et l'amélioration des conditions de vie de la population dépendent de notre capacité à utiliser de façon responsable les ressources existantes, en premier lieu les ressources électriques et énergétiques.

**Cinquièmement**, face à la baisse de la demande sur le marché mondial, le soutien des producteurs nationaux à travers la stimulation du marché intérieur joue un rôle clé dans le maintien des rythmes de croissance économique.

L'élargissement du programme de développement de la production nationale – dont le volume sera augmenté de 3-4 fois – occupe une part importante dans la réalisation de cet objectif.

Un système important de mesures de soutien aux entreprises exportatrices nationales est prévu dans nos programmes d'élargissement de la production alimentaire et des biens de consommation; ainsi, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2012, nous appliquons les mesures fiscales et douanières suivantes :

- la réduction de 50 % du taux d'imposition unique pour les micros et petites entreprises, spécialisées dans le traitement des viandes et des produits laitiers, dans l'optique d'investir ces économies pour la modernisation des équipements et des outils de production.

- le dégrèvement de l'impôt sur les revenus et la fortune des entreprises spécialisées dans la production de certains types des marchandises finies, non alimentaires.

Je suis certain que la recherche de mesures encourageantes, visant les intérêts de nos agents économiques, a une grande importance dans la réussite du Programme Anticrise. Sa réalisation est l'affaire de tous les acteurs de notre économie.

En poursuivant le contenu et les objectifs principaux visant la réalisation du Programme Anticrise, je voudrais concentrer votre attention sur une question principale, à mon sens très importante.

Même si nous devons concentrer toute notre attention, nos efforts et nos ressources pour lutter contre les conséquences de la crise économique mondiale – renforcement du système financier et bancaire, attribution d'aide aux entreprises, création de nouveaux emplois, réalisation des mesures de protection sociale de la population – nous ne devons absolument pas oublier de réfléchir sur les perspectives d'avenir.

En d'autres termes, il nous faut penser à la période postcrise et aux nouvelles étapes de notre développement, à l'élaboration d'un programme précis et bien réfléchi sur le long terme concernant la modernisation et la rénovation technique des secteurs de pointe de notre économie, l'introduction de technologies d'innovation modernes afin de donner à l'Ouzbékistan l'impulsion et la compétitivité nécessaires à son positionnement sur le marché mondial.

Il nous faut penser au futur et nous n'avons pas le droit de retarder la réalisation de cet objectif, si nous voulons vivre, non seulement en accord avec la société d'aujourd'hui mais aussi avec celle de demain.

L'Ouzbékistan possède-t-il les ressources nécessaires pour cela; quels sont les moyens mis en œuvre pour ce but?

Il faut souligner que nous nous sommes employés, toutes ces dernières années, à préparer soigneusement notre plan de réformes. L'émergence de la crise mondiale, à mon avis, stimule ce processus et exige son accélération.

L'élaboration du Programme prioritaire, visant le développement, la modernisation globale de notre économie, le renouvellement technique et technologique, l'augmentation de la compétitivité et la croissance du potentiel d'export de l'économie, concerne environ 300 projets d'innovation. Ils se situent autour des domaines de l'industrie énergétique, chimique, pétrolière, gazière et métallurgique, de l'industrie légère et textile, des matériaux de construction et des machines-outils, mais aussi d'autres branches de l'économie. Le budget total alloué à ces projets représente plus de 24 milliards de dollars US, dont 18,5 milliards de dollars pour les nouvelles implantations et environ 6 milliards pour la modernisation et l'équipement des structures existantes.

Le financement de ces programmes trouve sa source dans le Fond propre des compagnies et des entreprises (8,2 milliards USD), dans les crédits de la Fondation de Reconstruction et de Développement de la République d'Ouzbékistan (2,5 milliards USD) et dans les investissements et crédits étrangers (13,5 milliards USD).

Il faut tenir compte du fait que certains programmes ont déjà été lancés en 2007-2008 et que d'autres seront lancés courant 2009.

Le calcul prévisionnel démontre que la réalisation des projets cités doit assurer un volume de production complémentaire de l'ordre de 10,4 milliards de dollars US par an, une augmentation du volume annuel des exportations de l'ordre de 6,5 milliards de dollars US et l'augmentation significative du PIB. L'introduction de nouvelles technologies innovantes, les économies d'énergie et notre adaptation à la demande des marchés mondiaux doivent nous permettre d'atteindre ces objectifs.

Notre tâche principale, aujourd'hui, est de finaliser dans les meilleurs délais, l'élaboration et le règlement de tous les détails de chaque projet avec tous les partenaires concernés, en premier lieu les investisseurs étrangers, et de concrétiser cet important programme stratégique pour les années 2009-2014.

**Deuxième priorité importante de notre programme économique pour l'an 2009 : la poursuite des transformations structurelles et la diversification de l'économie.**

Cette direction des réformes et de transformation, adoptée en 2000, est toujours d'actualité et s'applique pour les années à venir. Sa mise en œuvre est primordiale pour assurer la compétitivité du pays et de notre économie sur la scène mondiale.

Cela peut paraître paradoxal, mais la crise économique mondiale a révélé et confirmé la nécessité urgente d'une rénovation et modernisation de fond de nos organes de production. Nous avons besoin pour cela de concentrer toutes nos énergies, nos ressources et nos efforts.

Je cite un exemple...

Aujourd'hui nous travaillons sur les projets de construction des centrales électriques thermiques de Tachkent, Navoï et Talimarjan, sur l'installation de chaudières modernes combinant vapeur et gaz en remplacement des anciennes installations à gaz, peu économiques. Pour réaliser ces projets, nous avons besoin d'investissements sérieux.

La politique de réduction de nos consommations énergétiques passant par la production des énergies thermiques, il devient urgent de mettre en œuvre sa réalisation pour que l'Ouzbékistan se place au niveau des standards mondiaux.

Il incombe aux dirigeants de chaque entreprise concernée et au personnel d'ingénierie technique de rechercher, d'engager et de mener les projets de modernisation, petits et grands, et de trouver les moyens et les solutions permettant d'assurer la compétitivité de notre production.

Il est absolument inadmissible, sous couvert d'une solution au problème de l'emploi, que certains dirigeants d'organes locaux et de branches structurelles maintiennent, par des mesures infondées, leurs entreprises dans une logique de productivité totalement dépassée. Au final, elles se retrouvent avec des stocks inutiles de marchandises de mauvaise qualité qui n'intéressent plus le public et la clientèle. Selon le rapport d'analyse, cela concerne plus de 200 entreprises.

Paradoxalement, la plupart des entreprises concernées se situent dans le secteur de l'industrie légère et textile, un marché très changeant et évolutif qui exige un renouvellement des outils de production tous les 5-7 ans; et parfois plus rapidement dans les pays développés.

Il faut changer cette situation et placer ces entreprises en liquidation.

**La priorité importante suivante, à laquelle nous prêtons une attention toute particulière, est la mise en place d'une série de mesures à long terme, toutes étroitement liées, visant l'amélioration fondamentale des conditions de vie et de l'environnement des villages, le développement accéléré de l'infrastructure de production et de l'infrastructure sociale, la révision profonde du statut, du rôle et de l'importance des propriétaires, de l'entrepreneuriat et des petites**

**entreprises, le soutien total du développement des petites exploitations agricoles.**

Concernant le Programme d'État adopté en 2009 – Année du Développement et de l'Aménagement des Zones Rurales – le fond, le contenu, les directions importantes et les paramètres concrets de son application ont été clairement définis; de fait, il n'est pas nécessaire de s'attarder aujourd'hui sur ces questions.

Il faut quand même souligner que ce programme prioritaire ne s'applique pas à la seule année 2009 mais sur des perspectives à moyen terme.

L'importance de ce programme **ne se limite pas aux seules questions environnementales et économiques des zones rurales. Aussi bien par son fond que par son contenu, il doit transformer la vie politique et sociale des zones rurales et faire évoluer les mentalités et les devoirs civils de la population.** Notre objectif pour 2009 est de lancer ce programme sur des bases solides et d'œuvrer à sa réalisation.

Je voudrais ici relever les points importants du Programme qui nous semblent primordiaux...

**Premièrement**, nous devons effectuer un travail méticuleux visant à renforcer ou adopter de nouvelles bases législatives et judiciaires liées à la réalisation du programme susmentionné. Nous devons adopter les nouvelles lois, introduire les changements et compléments aux actes législatifs existants, y compris au Code foncier. Nous devons porter une attention toute particulière sur les questions du développement de la production et de l'infrastructure sociale des villages; de même sur les questions concernant la réglementation de l'utilisation rationnelle des ressources en eau et sur l'amélioration des systèmes d'irrigation.

**Deuxièmement**, l'amélioration du niveau et de la qualité de vie dans les villages est un point très important du programme.

Il est nécessaire pour cela, de revoir en profondeur le système d'organisation et de planification urbanistique des agglomérations. Nous devons, pour les zones rurales, élaborer un plan territorial concernant les constructions nouvelles, les projets de maisons d'habitation type, l'infrastructure sociale. Ce plan doit prendre en compte les conditions climatiques, démographiques et les particularismes de chaque région. Pour répondre aux besoins de ce plan, un institut spécialisé en planification et en prospection a été créé. Il se nomme « *Kichlokkurilichloyiha* ». Nous devons accélérer la mise en route de cet établissement, le renforcer avec des cadres compétents et lui fixer des objectifs clairs et concrets, pour que nous puissions, dès cette année, travailler sur ces nouvelles perspectives.

Il est évident que la conception de nouveaux types d'habitations dans les villages n'est possible qu'avec l'usage de nouveaux matériaux de construction. Nous devons, de fait, introduire les nouvelles technologies industrielles nécessaires dans les zones rurales avec l'utilisation de constructions démontables et préfabriquées.

Nos villages doivent devenir des agglomérations attirantes, aux habitations confortables. Nous devons améliorer la qualité des routes, le système d'alimentation en énergie, fiable et sans coupures et bien sûr l'approvisionnement en eau potable. Les infrastructures sociales – centres médicaux, écoles, centres sportifs et éducatifs, télécommunications, services postaux, services et commerces de proximités – sont autant d'éléments nécessaires à une bonne qualité de vie en milieu rural.

Ce constat objectif est nécessaire et nous devons faire évoluer critiquement la situation et chercher les ressources et les possibilités complémentaires pour l'élargissement de l'infrastructure rurale. Nous ne devons pas oublier qu'une telle démarche assurera l'emploi dans nos campagnes notamment chez les jeunes.

Pour la réalisation des mesures définies ci-dessus, nous devons examiner la question de la création d'une Banque spécialisée dans le développement rural avec un relais de filiales régionales.

**Troisièmement**, clé de voûte de ce programme : la réalisation des mesures visant le développement accéléré dans les villages d'une production industrielle et des matériaux de construction, la création d'entreprises, performantes et modernes, spécialisées dans le traitement des fruits et légumes, et les produits de l'élevage.

C'est une tâche d'ampleur car, pour accroître notre production agricole, nous devons nous appuyer sur une forte base de matières premières et la création, dans les villages, d'entreprises modernes de traitement, équipées des dernières technologies. De telles infrastructures doivent être créées dans toutes les régions, districts et villages. Nous devons comprendre clairement que de telles initiatives influent, non seulement sur les volumes de production et de croissance du PIB, mais répondent également à une demande constante en besoins alimentaires. Et je suis certain que cette demande ne fera que croître.

De plus, et c'est un point important, en développant l'industrie agroalimentaire dans les zones rurales, nous pourrions résoudre les problèmes d'emploi chez les jeunes, et dans ce domaine, les besoins sont importants.

**Quatrièmement**, nous devons prêter une attention particulière à la réalisation des mesures sur l'amélioration du rendement des terres agricoles, définies pour 2008-2012 par un Programme d'État. Il concerne la bonification des terres et la nécessité d'un réseau d'irrigation techniquement performant appuyé par des structures spécialisées opérationnelles et convenablement équipées de technologies modernes.

**Pour 2009, le développement accéléré du secteur des services et des petites entreprises, en tant que vecteur**

**d'emploi et d'amélioration des conditions de vie, reste une tâche prioritaire.**

Je crois qu'il n'y a pas de nécessité à répéter, une fois de plus, l'importance que nous attachons au développement du petit commerce et des services dans notre politique sociale et économique. Je tiens seulement à préciser le fait que la souplesse d'une petite entreprise, sa capacité d'adaptation aux changements conjoncturels du marché et son adaptation à la demande des consommateurs en font un instrument irremplaçable pour la création de nouveaux emplois et la hausse des revenus de la population pendant cette période de crise économique.

Nous avons l'importante tâche de soutenir ultérieurement, de façon pérenne, les petites entreprises publiques et privées, formidables réservoirs d'emplois qui assurent les revenus de plus de 70 % de la population active.

Dans cette logique, le Programme Anticrise prévoit des mesures de stimulation pour le développement des petites entreprises. Elles comprennent les avantages fiscaux, les facilités de crédits et la poursuite des réformes institutionnelles afin de créer un climat de business favorable au développement du petit commerce et de l'entrepreneuriat privé.

Nous prévoyons notamment de doubler les ressources de la Fondation chargée de l'octroi de crédits avantageux aux petites entreprises privées nouvellement créées. Nous avons prolongé les délais de privilèges accordés, les délais maximaux de l'octroi de crédits de trésorerie des actifs circulants ont augmenté de 12 à 18 mois.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le taux d'imposition unique pour les petites entreprises industrielles passe de 8 à 7 %. Les petites et micros entreprises du secteur des services financiers et courants sont exonérées d'impôts pendant 3 ans. Les dividendes des fondateurs de micros et petites entreprises, de même que les

entrepreneurs privés sont libérés de taxation pendant 5 ans, si leurs ressources sont directement réinvesties ou consacrées au remboursement des crédits. Le Programme Anticrise prévoit également, en 2009, la réduction, d'au moins 30 %, du contrôle de l'activité des agents économiques.

Il faut souligner les efforts particuliers et le travail majeur que nous avons effectués dans le cadre du développement accéléré de la sphère des services.

Il est indispensable de revoir totalement les programmes territoriaux liés au développement du secteur des services et adopter les mesures nécessaires pour accélérer leur développement dans les zones rurales. C'est un facteur important de hausse de la qualité de vie et de création d'emplois pour la population, notamment la jeunesse.

Notre tâche principale est d'être à l'écoute des entrepreneurs, de cerner leurs difficultés et de définir la part que l'État peut apporter pour procurer au secteur privé les conditions nécessaires et optimales à l'élargissement des différents types de services en milieu rural.

**Autre priorité importante : le développement de la production et de l'infrastructure sociale comme facteurs de modernisation du pays et de créations d'emplois.**

Je voudrais particulièrement porter l'attention sur cette priorité, d'une importance majeure et ce, pour plusieurs raisons.

**Premièrement**, le développement des infrastructures crée les conditions favorables, nécessaires à l'installation de nouvelles entreprises et de fait, le développement économique dans son ensemble. Il élargit également l'accès et la mise en valeur des ressources minérales et des matières premières de notre pays.

**Deuxièmement**, un système développé de l'infrastructure de production, avant tout des infrastructures routières et ferroviaires dont le bon fonctionnement est une composante

indispensable à la productivité et à la compétitivité de notre économie dans son ensemble.

**Troisièmement**, le développement des infrastructures sociales, l'approvisionnement de la population en eau potable, le perfectionnement du réseau de fournitures énergétiques, la construction des structures sociales sont autant de paramètres indispensables à l'élévation du niveau de vie de la population.

**Quatrièmement**, le développement de nos infrastructures est un vaste domaine permettant la création de nouveaux emplois, la lutte contre le chômage des jeunes, la hausse des revenus et du bien-être de la population.

Afin d'assurer le développement et la modernisation des infrastructures de production et de celles du social, la création de conditions favorables pour le développement stable de notre économie, nous avons mis en place un programme spécial, placé sous contrôle de l'État : « Sur les mesures complémentaires pour le développement ultérieur des infrastructures sociales et de production pour l'an 2009 ». Nous prêtons une importance toute particulière au développement des infrastructures du transport, en premier lieu des chemins de fer et des routes. La mise en œuvre du Programme de Développement des Routes à usage commun pour les années 2007-2010 nous permet aujourd'hui d'assurer correctement, et toute l'année, le transport des biens et des personnes entre les différentes régions de la République. Aujourd'hui, les conditions de transport des marchandises et des personnes sur notre territoire se font en continu, sans transit ou voie de passage par les pays limitrophes, ce qui a pour effet d'augmenter significativement le transit des marchandises.

Pour assurer un meilleur service de transport, des mesures complémentaires ont été adoptées afin de moderniser plus de 400 km de routes à usage commun d'intérêt international, notamment l'axe à 4 voies Beyneou – Boukhara – Samarkand –

Tachkent – Andijan, ainsi que l'axe stratégique Boukhara – Alat – Samarkand – Gouzar. De plus, nous avons le projet d'élargissement et de rénovation des axes locaux, dont la réalisation sera soumise au budget des collectivités locales et à la Fondation pour les Routes de la République.

Le développement des chemins de fer revêt également pour nous une importance majeure. Cette année, nous devons achever l'aménagement de la nouvelle ligne de chemin de fer Tochgouzar – Baïsou – Koumkourgan ; réaliser la construction du nouvel embranchement vers le complexe de traitement des engrais de potassium de Dekhkanabad ; réaliser les travaux complémentaires, qui ont été définis, pour l'aménagement de la ligne à double voie électrifiée Jizzakh – Yangiyer et de la ligne à une voie électrifiée Yangiyer – Farkhad.

L'adoption du projet de création d'une zone libre industrielle économique sur la base du nouvel aéroport de la ville de Navoï et la gestion de cet aéroport par la compagnie internationale coréenne *Korean Air* nous ouvre de grandes perspectives. La création d'un centre logistique international – *Intermodal* – va nous permettre d'utiliser cet outil formidable, non seulement comme plaque tournante du fret transcontinental entre l'Asie du sud-est et l'Europe, mais aussi pour créer de nouvelles productions de haute technologie dans la région de Navoï et dans les régions voisines.

Toutes les questions liées au développement accéléré des infrastructures sociales, à l'aménagement nécessaire de nos agglomérations, à la création d'emplois supplémentaires, occupent une place particulière dans nos plans.

Dans le cadre des mesures définies pour l'année 2009, nous devons construire plus de 2 000 km de réseau hydraulique, environ 700 km de gazoduc et améliorer l'approvisionnement en gaz liquéfié des régions lointaines.

Les mesures concernant l'élargissement des travaux entrepris pour la réparation, la rénovation et la construction de l'habitat sont un facteur important de création d'emplois supplémentaires et permettront de satisfaire les exigences croissantes de la population. Pour cela, nous avons prévu la création et l'implantation, dans les villes et les régions, d'organisations spécialisées dans l'habitat clé en main (planification, design, construction, rénovation et mise à neuf des fondations).

**En 2009, l'objectif concernant le perfectionnement de notre système bancaire, la stimulation des dépôts libres et consignations de la population et des agents économiques reste prioritaire.**

Nous prêtons une grande attention au développement et au renforcement du système bancaire en Ouzbékistan; et cela donne des résultats positifs. Nous devons néanmoins approfondir et élargir ce travail en tenant compte du fait que les banques sont un appareil circulatoire qui alimente toute notre économie et que, de leur bonne santé, dépend la stabilité financière et économique du pays.

En premier lieu les banques et leurs fondateurs doivent poursuivre le travail mené sur l'augmentation de leur niveau de capitalisation et atteindre les objectifs fixés.

Il est nécessaire d'analyser scrupuleusement les facteurs de résistance à la croissance des épargnes et leur afflux vers notre système bancaire, et d'entreprendre les mesures qui s'imposent. Il s'agit de créer des stimulants efficaces, portant sur le long terme, afin d'attirer vers les banques les ressources libres de la population et des agents économiques. Nous devons également intensifier les possibilités du secteur bancaire pour élargir l'octroi de crédits au secteur actif de l'économie.

Dans le cadre de nos objectifs, il est nécessaire de réorganiser totalement le travail des banques sur l'élargissement des

activités d'investissement. En premier lieu il faut renforcer les services des banques commerciales, spécialisés dans l'expertise et le financement des projets d'investissement.

Je suis certain que la réalisation des mesures anticrise, que nous avons élaborées, doit nous permettre de faire face dignement aux signes et menaces de la crise financière et économique mondiale, et de prévenir son influence négative sur notre économie. Une fois la crise passée, toutes ces mesures mèneront aussi notre pays vers une économie plus forte, plus stable, plus équilibrée et vers la place qu'il doit occuper sur la scène économique mondiale. Nous pourrions ainsi atteindre nos objectifs de croissance économique et élever le niveau de vie et le bien-être de notre population.

**Publication**

Ambassade d'Ouzbékistan à Paris

**Traduction**

Bakhromjon ALOEV

**Adaptation**

Didier LABOUCHE

**Fabrication et mise en page**

Géorama éditions

65, rue de Lyon

29200 Brest